Des femmes activistes craignent que même après la séparation du Soudan le 9 juillet 2011, lorsque le Soudan du Sud est devenu le pays le plus nouveau au monde et la 54ème nation d'Afrique, le gouvernement n'ait pas fait assez pour améliorer la vie de ses femmes.

Mais pendant que les gens à travers le pays célèbrent le premier anniversaire de l'indépendance à l'égard du Soudan, après une guerre civile de 21 ans, l'année a été marquée par des crises.

Le pays est au milieu d'une crise économique après la décision du Soudan du Sud en janvier d'arrêter la production pétrolière, qui représente 98 pour cent de ses recettes, à la suite d'un différend avec le Soudan par rapport aux frais imposés pour utiliser ses pipelines.

Il y a aussi une insécurité alimentaire désastreuse ici. En juin, le Programme alimentaire mondial a déclaré que plus de la moitié des 8,2 millions d'habitants du pays, aurait besoin d'aide alimentaire d'ici à la fin de l'année.

Dans l'Etat du Haut-Nil, le camp de réfugiés de Jamam est au bord d'une crise humanitaire. Ce camp abrite une partie des 200.000 réfugiés qui, selon les Nations Unies, ont fui le conflit dans l'Etat du Nil Bleu au Soudan.

Toutefois, Médecins sans frontières a prévenu que le taux de mortalité chez les enfants dans le camp était de 2,8 pour 10.000 par jour. Ce chiffre est au-dessus du seuil d'urgence de deux pour 10.000.

Au milieu de tout cela, des femmes leaders et activistes admettent qu'elles espéraient beaucoup de la première année du pays. Certaines estiment que la réalité de l'indépendance n'a pas été à la hauteur du battage publicitaire et de l'euphorie.

"Nous avions de grandes attentes, mais je pense qu'elles ne sont pas irréalistes et ne devraient pas être écartées. Les femmes n'évoluent pas politiquement, économiquement, socialement et sur le plan éducatif. Le gouvernement doit prendre des mesures pour relever les défis auxquels les femmes sont confrontées pour qu'elles puissent vraiment jouir de la vie dans leur nouveau pays indépendant", a déclaré à IPS, Lorna Merekaje, du Programme national de suivi et d'observation des élections au Soudan du Sud.

D'autres ne sont pas d'accord.

La conseillère du gouverneur de l'Etat d'Equatoria-Central pour la résolution des conflits, Helen Murshali Boro, a affirmé que les préoccupations des femmes seraient abordées.

"Il y a la liberté d'expression pour permettre aux femmes de s'exprimer et cela signifie que les préoccupations des femmes ne quitteront pas le radar tant qu'elles ne sont pas abordées dans les années suivant l'indépendance de notre pays", a-t-elle indiqué.

Toutefois, la réalité demeure encore très différente.

"Comme par le passé, lorsque le Soudan du Sud faisait encore partie du Soudan, les femmes d'aujourd'hui vivent dans la pauvreté", a souligné Lona James Elia, directrice exécutive d'une agence locale de défense des droits des femmes, 'Voice For Change' (Voix pour le changement).

L'Enquête nationale de base sur les ménages (NBHS), réalisée en 2009 et publiée en juin 2012, indique que plus de la moitié des 8,2 millions d'habitants du Soudan du Sud vit en dessous du seuil de pauvreté avec moins d'un dollar par jour. La majorité des pauvres sont des femmes.

Elia a ajouté que le Soudan du Sud est toujours incapable de fournir des services de santé maternelle aux femmes du pays, en particulier dans les zones rurales.

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, seulement 19 pour cent des naissances sont suivies par un agent de santé qualifié. Selon la NBHS, 30 pour cent de la population n'a pas accès aux services de santé de base.

Les rares centres de santé disponibles manquent de fournitures et de personnel qualifié pour offrir les services requis. Et dans certaines zones rurales, les femmes ne peuvent pas recevoir les soins maternels et prénatals parce qu'elles vivent trop loin de la maternité la plus proche. Environ 37 pour cent des ménages pauvres sont obligés de voyager pendant plus d'une heure avant d'atteindre le centre de santé le plus proche et le plus fréquenté, selon la NBHS.

"Les femmes continuent de mourir en couches. Elles n'ont toujours pas accès aux services de santé maternelle. Une femme n'est pas supposée mourir parce qu'elle est en train de donner naissance à une nouvelle vie, un nouveau bébé. Cela n'est pas acceptable", a déclaré Elia à IPS.

Selon le Bureau national des statistiques, en 2011 le pays a enregistré la mort de 2.054 femmes sur 100.000 pendant l'accouchement. Le taux de mortalité élevé n'a pas beaucoup changé un an plus tard, selon le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA).

En juin, Kate Gilmore, secrétaire générale adjointe et vice-directrice exécutive (des programmes) de l'UNFPA, a affirmé aux journalistes à Juba que les taux de mortalité maternelle au Soudan du Sud restent les pires au monde.

"La dernière preuve que nous avons est qu'en utilisant des chiffres standards pour toutes les 100.000 naissances, il y a plus de 2.000 femmes qui meurent de causes évitables au Soudan du Sud. En Afghanistan, qui est sûrement l'un des pays les plus troublés au monde, c'est la moitié de ce taux. Dans toute l'Afrique, c'est 500", avait-elle indiqué.

Elia a déclaré que le gouvernement devait investir dans les services de santé maternelle pour s'assurer que les femmes peuvent participer au développement du pays.

"Une mère ne devrait pas être obligée de voyager de Gondokoro à Juba avant d'accoucher

d'un bébé parce qu'il n'existe aucun hôpital dans sa ville natale", a dit Elia. Gondokoro se situe à environ 20 kilomètres de Juba et se trouve aussi dans l'Etat d'Equatoria-Central. Elle a ajouté que parce que le centre de soins de santé le plus proche était trop loin, certaines femmes mouraient en chemin.

Par Charlton Doki